# Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste



**René LE ROY**

Agent Technique
Ancien Résistant
Membre de la Commission Ouvrière
de la Fédération S. F. I. O. du Calvados

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Comme en Mars 1967, le Parti Socialiste S. F. I. O. (F. G. D. S.) m'a demandé de me présenter à nouveau à vos suffrages dans la Ve Circonscription.

Fort de la confiance que vous m'avez témoignée, il y a un an, encouragé par l'amitié de mes camarades ouvriers et paysans, fidèle à l'idéal socialiste, j'ai accepté cette investiture avec joie et sérénité.

Notre pays vient de connaître dix ans de Gaullisme. Aujourd'hui le bilan est désastreux : insécurité de l'emploi ; bas salaires ; marasme de l'économie ; crise du logement ; avenir de nos enfants compromis sur les plans scolaire et professionnel ; indifférence du pouvoir à l'égard des vieux, des malades et de tous ceux qui souffrent ou sont inadaptés aux dures exigences de notre temps. Enfin, il est clair désormais que le Gaullisme est un facteur de désunion et de désordre.

Je le répéterai sans cesse, comme je l'ai toujours fait :

— LE SOCIALISME, C'EST L'ORDRE REPUBLICAIN ;
— LE SOCIALISME, C'EST LE JUSTE PARTAGE DES FRUITS DU TRAVAIL ;
— LE SOCIALISME, C'EST LA DEFENSE DES PAUVRES ET DES OPPRIMES.

Il faut en finir avec le MENSONGE GAULLISTE. Pour l'ORDRE, pour la PROSPERITE, pour la SECURITE, vous approuverez le programme socialiste que nous vous présentons, et vous voterez en faveur du candidat socialiste.



**Albert GEORGES**

Agriculteur
Ancien Maire de Bougy (Evrecy)

# Un Programme Socialiste Généreux et Réalisable

## UNE SOCIÉTÉ DE CITOYENS LIBRES

— Suppression ou révision des articles de la Constitution utilisés pour établir le pouvoir personnel ;
— Un contrat entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement pour la durée de la législature avec retour devant les électeurs en cas de crise ministérielle ;
— Liberté de l'information et indépendance de l'O. R. T. F. à l'égard de tous les pouvoirs ;
— Abolition des restrictions au droit de grève et reconnaissance des syndicats dans l'entreprise ;
— Epanouissement des libertés communales.

## UNE ÉCONOMIE DE PROGRÈS

Plan et Equipement.
— Un plan démocratique dont l'objectif essentiel sera le PLEIN EMPLOI ;
— Sélection des dépenses d'équipement financées par l'Etat, afin d'augmenter la production nationale ;
— Nationalisation progressive des industries de l'armement, de l'espace et de l'énergie, création d'un Office du Fer (mines et sidérurgie), création d'un Office Central des Industries Pharmaceutiques.

**Finances et Fiscalité.**

- Relèvement de l'abattement à la base pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques, payé essentiellement par les salariés ;
- Suppression des exonérations créées pour les gros revenus ; lutte contre la fraude fiscale ;
- Taxation des plus-values capitalistes ; lutte contre la spéculation sur les terrains ;
- Création d'une banque nationale d'investissements.

## UNE AGRICULTURE MODERNE

- Recherche de nouveaux débouchés pour les produits agricoles par l'unité politique de l'Europe et par l'élargissement du Marché Commun ;
- Hausse des revenus agricoles par la modernisation de la production et le développement de l'enseignement agricole ;
- Exonération de l'impôt sur le revenu pour les petits exploitants ;
- Amélioration de l'équipement collectif pour lequel, notamment, le Bocage est en retard (eau, habitat, etc...) ;
- Création d'un Office National de la Viande, pour le développement de l'élevage, essentiel pour notre région.

## LES FONDEMENTS DE LA JUSTICE SOCIALE

- LE DROIT AU TRAVAIL : recherche du PLEIN EMPLOI et politique préventive de reconversion : en particulier, dans le Bocage Virois, très faiblement industrialisé, création d'industries moyennes capables de donner du travail à la main-d'œuvre disponible et venant soutenir les industries existantes ; réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail ; indexation du S. M. I. G. sur le coût de la vie et sur la croissance de la production ; fixation de l'âge de la retraite à 60 ans.
- LE DROIT A LA SANTE : Extension et modernisation du secteur public hospitalier ; des salaires décents pour le personnel hospitalier ; ABROGATION DES ORDONNANCES SUR LA SECURITE SOCIALE ; généralisation des conventions entre le corps médical et la Sécurité Sociale.
- LE DROIT AU LOGEMENT : Construction de 600 000 logements par an à partir de 1970, dont 350 000 logements sociaux ; création d'un organisme financier public accordant des crédits de longue durée pour le logement, notamment en faveur de nos petites communes rurales.
- LE DROIT A LA SOLIDARITE NATIONALE :
  - pour les handicapés, accroissement des crédits pour la réadaptation ;
  - pour les victimes de la guerre et les anciens combattants, revalorisation des retraites et des pensions ;
  - pour les personnes âgées, des retraites permettant de vivre décemment.

## LA PRIORITÉ DES PRIORITÉS A L'ÉDUCATION NATIONALE

**Enseignement.**

- Respect de la LAÏCITE DE L'ECOLE ;
- Prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans ;
- Revalorisation de la fonction enseignante, et création de meilleures conditions de travail pour le corps enseignant ;
- Développement des constructions scolaires (en particulier écoles maternelles et enseignement technique).

**Jeunesse.**

- Abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans ;
- Abaissement de la durée du service militaire à 12 mois, puis à 8 mois ;
- Création d'un Office Régional du Travail pour les jeunes ;
- Développement des institutions culturelles (maisons de la culture, maisons de jeunes, organismes populaires de voyage et de tourisme, etc...).

## PROMOTION DE LA FEMME

- Respect du principe « à travail égal, salaire égal » ;
- Remboursement à 100 % des congés de maternité ;
- Développement des équipements sociaux, notamment les crèches, les centres de protection maternelle et infantile ;
- Les écoles maternelles et les colonies de vacances (à titre d'exemple : pas une seule crèche à Vire, ville de 12 000 habitants).

## LA PAIX DANS UN MONDE ORGANISÉ

- Renonciation à la force de frappe atomique ;
- Action cohérente de la France en faveur du désarmement général ;
- Action énergique de la France pour la construction d'une Europe des Peuples, garantie par l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen, élargie à la Grande Bretagne et aux états scandinaves, liée aux peuples de l'Est européen par des institutions communes ;
- Action concrète de la France en direction du Tiers Monde tendant à assurer par une aide organisée internationalement les besoins des deux milliards d'êtres humains supportant toujours la faim et l'ignorance.

Imp. R. Le Brun - Caen